

## CONTRAT D'ENTRETIEN INSTALLATIONS DE TELEIMPRIMEURS

Entre les soussignés: **BELL TELEPHONE MFG. CO.**

**LEOPOLDVILLE.**

ci-après dénommée « La Compagnie »

d'une part,

et

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO**  
**Building "Le Royal" - B.P. 7248 -**  
**LEOPOLDVILLE**

ci-après dénommé « L'Abonné »

d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit:

### Article 1 — OBJET:

1.1. Aux conditions et d'après les modalités stipulées ci-après, la Compagnie entretiendra en vue de le maintenir en bon ordre de marche, le téléscrip-teur suivante, en service à

Un téléscrip-teur Lorenz LO-15 B composé de:

- un clavier
- un récepteur en page
- un perforateur
- un transmetteur
- un émetteur d'indicatif
- un dispositif d'arrêt automatique du moteur

Blg. "Le Royal"  
LEOPOLDVILLE.

ci-dessous dénommé « l'installation ».

1.2. Outre l'entretien de l'appareillage spécifié à l'art. 1.1, la Compagnie assure la surveillance des canalisations et organes de raccordements: d'une part en deçà du point de raccordement de l'installation avec les lignes de l'Administration du Service des Télécommunications; d'autre part, si l'installation comporte un dispositif d'alimentation sur secteur, en deçà du coupe-circuit sur lequel sont branchés les conducteurs d'alimentation de ce dispositif.

1.3. La Compagnie assurant l'entretien de l'appareillage dans les conditions prévues aux art. 1.1 et 1.2, il est entendu que l'installation devra être utilisée normalement et conformément aux instructions données par les Agents de la Compagnie aux personnes faisant usage des appareils et accessoires.

1.4. Il est également entendu que tous les travaux et fournitures afférents à toutes modifications et extensions de l'installation seront effectués par les soins de la Compagnie aux frais de l'Abonné.

Toutes les modifications demandées par l'Abonné ou par l'Administration du Service des Télécommunications seront également exécutées aux frais de l'Abonné.

## Article 2 — MODALITES DE L'ENTRETIEN.

- 2.1. Le service d'entretien assuré par la Compagnie comprend les visites nécessaires à la surveillance et au maintien de l'installation en son état de fonctionnement.
- 2.2. Dans tous les cas, les heures de travail sont couvertes par le contrat ainsi que les frais de déplacement dans un rayon de 30 km à partir des installations de l'agence de la Compagnie. Seules les convocations exceptionnelles émanant de l'Abonné et s'avérant manifestement utiles et intempestives, donneront lieu au remboursement par l'Abonné des frais de déplacement, quel que soit le trajet parcouru, ainsi que les frais représentés par la perte de temps du délégué de la Compagnie.
- 2.3. Pour permettre l'exécution des dispositions du présent article, l'Abonné signalera immédiatement à la Compagnie tout dérangement survenu dans le fonctionnement de l'installation qu'il s'engage à laisser visiter par les seuls agents de la Compagnie. Ceux-ci sont munis d'une carte d'identité dont la présentation pourra être exigée par l'Abonné.
- 2.4. La Compagnie, apportant constamment des perfectionnements aux appareils, se réserve le droit de remplacer éventuellement les pièces defectueuses ou usées par des pièces de même utilité.

## Article 3 — LIMITATIONS DE LA GARANTIE.

- 3.1. Les obligations et garanties assumées par la Compagnie sont limitées aux visites pendant les heures de travail normal des jours ouvrables; elles ne s'étendent pas aux cas de perturbations provoquées par toutes modifications apportées à l'installation par des personnes autres que les Agents de la Compagnie, ni en cas de détériorations d'appareils ou de canalisations provoquées par le mauvais état des lieux, leur modification, l'humidité excessive permanente ou accidentelle, les chocs, chutes ou accidents intentionnels ou non et, en règle générale, toutes dégradations n'ayant pas pour cause l'usage normal de l'installation.
- 3.2. Si un mauvais fonctionnement ou des dégâts ayant pour origine une des causes précitées ou la vétusté des câbles et câblages fixes ou la défectuosité de l'installation d'énergie, venaient à se produire, la Compagnie, pour assurer l'exécution de ses obligations, se réserve le droit de remettre en état ou de remplacer, si nécessaire, le matériel aux frais de l'abonné, indépendamment de la redevance prévue à l'art. 4.2.
- 3.3. En cas de remplacement de pièces détériorées par un usage normal l'année de garantie étant écoulée, le coût de ces pièces sera supporté par l'abonné.
- 3.4. Ne seront pas considérés comme donnant droit, dans le chef de l'abonné, à réduction du prix de l'entretien, à indemnité ou à résiliation des présentes:
  1. l'arrêt momentané du service pour réparations;
  2. l'immobilisation partielle ou totale de l'installation pour préparation et exécution de tous travaux de réfection prévus à l'art. 3.2.;
  3. les cas de force majeure tels que émeutes, grèves, etc. provoquant une interruption dans l'entretien de l'installation.
- 3.5. Dès que la Compagnie aura constaté qu'une prestation ne lui incombe pas, l'Abonné en sera avisé par écrit et sera dès lors tenu de faire remédier à l'état de choses existant en-dehors le mois de l'envoi dudit avis, à défaut d'autre délai commun entre parties. Entretemps, la Compagnie pourra suspendre entièrement ou partiellement l'exécution de ses obligations contractuelles pour que l'état de choses existant ne lui permette pas de s'en acquitter dans les mêmes conditions et/ou selon les mêmes modalités qu'auparavant.
- 3.6. Dans tous les cas où ce ne serait qu'après avoir effectué une quelconque prestation que la Compagnie aurait constaté que ladite prestation ne lui incombait pas, l'Abonné supportera les frais entraînés par cette dernière, indépendamment et en sus de la redevance contractuelle.



#### Article 4 -- REDEVANCES.

4.1. L'Abonné paiera à la Compagnie une redevance d'entretien établie suivant le tarif de base de

**FB. 7.207.-**

par an et par télexcripteur. Cette redevance est payable **annuellement**

4.2. La redevance de **FB. 7.207.-** pour l'entretien du matériel désigné à l'art. 1 s'élève par an à la somme de (1)

**SEPT MILLE DEUX CENT SEPT FRANCS BELGES.-**

Ce prix ne comprend pas les taxes et charges fiscales éventuelles qui seraient facturées en sus suivant des dispositions légales.

Pour la période en cours, cette redevance se réduit à --

4.3. La redevance est payable en principe et par anticipation au début **de chaque année** civil.

Au cas où le contrat sera passé pendant le cours de **cette année** la redevance sera calculée au prorata des semaines franches restant à courir avant la fin de **cette année** envisagée.

4.4. La Compagnie se réserve le droit de reviser en tout temps le taux du prix de base indiqué à l'article 4.1 pour tenir compte de modifications éventuelles de salaires, de charges sociales ou de ~~tout~~ autre élément. Le nouveau taux entrera en vigueur pour le mois suivant la notification qui sera adressée à l'Abonné par lettre recommandée et suivant le cas, l'Abonné paiera immédiatement le supplément éventuellement dû ou recevra une ristourne de la Compagnie.

#### Article 5 -- DATE DU CONTRAT.

Les présentes entreront en vigueur à la date de leur signature. Elles sont conclues pour la fraction **de cette année** en cours. Elles se renouvelleront, par tacite reconduction, par période **annuelle**, si elles ne sont pas dénoncées par l'une ou par l'autre des parties par lettre recommandée, un mois avant l'échéance de la période en cours.

#### Article 6 -- RESILIATION DU CONTRAT.

La résiliation des présentes aura lieu de plein droit, soit en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'Abonné, soit en cas de cession ou de cessation d'entreprise par l'Abonné, la redevance d'entretien afférente à la période en cours restera intégralement due à la Compagnie.

En cas de défaut de paiement, pour quelque motif que ce soit, de la redevance échue, l'entretien effectué par la Compagnie suivant les conditions du présent contrat est suspendu de droit quinze jours après l'envoi, par la Compagnie à l'Abonné, d'une lettre recommandée l'avisant de la dite suspension. De convention expresse, la résiliation des présentes aura lieu, si bon semble à la Compagnie, à partir du huitième jour, qui suivra la suspension de l'entretien, au cas où l'Abonné n'aurait pas encore acquitté la redevance échue.

(1) En toutes lettres.

La date à laquelle la résiliation deviendra effective sera notifiée par lettre recommandée à l'Abonné.

En cas de résiliation pour défaut de paiement, la redevance sera acquise à la Compagnie jusqu'à l'expiration de la période

en cours, si la résiliation a lieu avant la fin de ladite période. Si elle a lieu après cette date, la redevance sera due jusqu'à la fin de la période contractuelle.

#### Article 7 — FRAIS DIVERS.

Les frais de timbres et éventuellement les frais d'enregistrement des présentes sont à charge de l'Abonné.

#### Article 8 — ASSURANCE.

Conformément aux prescriptions légales en vigueur le personnel de la Compagnie est assuré contre les accidents qui pourraient lui arriver au cours des travaux.

La Compagnie n'accepte aucune responsabilité du fait d'accidents, pertes ou dommages, causés à des personnes ou à des objets matériels, survenus par suite de n'importe quelle cause.

#### Article 9 — LITIGES.

Pour tout litige, il est fait attribution de juridiction aux Tribunaux du domicile des agences de la Compagnie.

Fait en double exemplaire, à Léopoldville,

(2)

Le 1er janvier 1961.

La Compagnie.

L'Abonné.



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

C/ADM 240/2

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

23 September 1963

To: ✓Special Legal Adviser  
Deputy Chief Audit and Inspection Services.

From: Chief Purchasing and Supply Section *A. M. Cooper*

Subject: Contract with Bell Telephone Manufacturing Co.  
for lease of Teleprinters.

Attached herewith please find one copy of draft contract with Bell for the lease of Teleprinters.

It will be appreciated if you may please receive your comments and/or approval at your earliest convenience.

CONTRAT DE LOCATION  
INSTALLATIONS DE TELEIMPRIMEURS

Entre les soussignés:

BELL TELEPHONE MFG Cy  
Bureaux Bdg Texaco av. Port BP. 8632,  
Léopoldville

ci-après dénommée "La Compagnie" d'une part,

et: L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO (ONUC)  
Bdg "Le Royal", BP. 7248, Léopoldville

ci-après dénommée "L'Abonné" d'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1.

La Compagnie louera à l'Abonné deux télescripteurs  
Lorenz LO-15B composés chacun de

- un clavier
- un récepteur en page
- un perforateur
- un transmetteur
- un émetteur d'indicatif
- un dispositif d'arrêt automatique du moteur.

Le premier est en service au Bdg "Le Royal" le second à l'Aérodrome de la N'Djili. Les deux télescripteurs font l'objet d'un contrat séparé pour leur entretien et réparation.

Article 2.

L'Abonné prend les télescripteurs dans l'état où ils se trouvent et les reconnaît en bon état de fonctionnement, ce matériel restant la propriété de la Compagnie.

Article 3.

L'Abonné s'engage à retourner le dit matériel à l'expiration du présent contrat, toute usure et dépréciation étant à la charge exclusive de la Compagnie sans que celle-ci puisse prétendre à une indemnité ou dommages-intérêts à ce titre.

Article 4.

L'Abonné paiera à la Compagnie une redevance de location de base de FB 11.000 par an et par télescripteur. Cette redevance est payable annuellement par versement au crédit d'un compte "résident devises" à ouvrir auprès d'une banque désignée par le Conseil Monétaire. Ce prix ne comprend pas les taxes et charges



scases dont l'Abonné est exonéré.

Au cas où le contrat serait résilié au cours de l'année selon les conditions requises à l'article 6 la redevance sera calculée au prorata de la période écoulée.

Article 5.

A la date d'expiration du présent contrat, suite à un préavis conformément à l'article (6) ci-dessous, le paiement des redevances sera arrêté automatiquement nonobstant tout litige ou réclamation résultant de l'utilisation du matériel.

Article 6.

Les présentes dispositions entreront en vigueur à la date du 1er janvier 1963. Elles se renouvelleront par tacite reconduction par période de six mois, si elles ne sont pas dénoncées par l'une ou par l'autre des parties par lettre recommandée, un mois avant l'échéance de la période en cours.

Nonobstant les dispositions précédentes, l'abonné pourra mettre fin au contrat, en tout temps, en le notifiant à la Compagnie par lettre recommandée, avec effet immédiat au cas où pour une raison quelconque l'Opération des Nations Unies au Congo cesserait ou diminuerait ses activités dans la région de Léopoldville.

Article 7.

Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat, et qui ne seraient pas réglés d'un commun accord, seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 8.

Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout.

Article 9.

Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies Au Congo.

Fait à Léopoldville le.....

Pour l'Abonné

Pour la Compagnie

C. SEWARD  
Chef des Services Administratifs  
ONUC

R. CRAMERS  
Adjoint Directeur

Visas: Conseiller Juridique Special .....  
Chef du Service de l'Inspection .....  
Chef du Service des Achats et de l'Approvisionnement .....



C/ADM 610

OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

610 Gen

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

18 September 1963

To: ✓ Legal Adviser  
Deputy chief Audit and Inspection Service

From: Chief Purchasing and Supply Section *S. H. Congo*

Subject: Amendment No. 3 to Contract CON 98/61. ONUC  
Blanchisserie de la Gombe

Forwarded herewith please find for your information  
and records two copies of the captioned amendment.



AVENANT No. 2

au Contrat de blanchissage, passé le 1er Juin 1961, entre  
l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO, building "Le Royal"  
B.P. 7248, Léopoldville et la BLANCHISSERIE DE LA COMBE  
(TENDEO) B.P. 3085 KALINA, Léopoldville.

D'un commun accord, il a été décidé de modifier, à partir du 1er Avril 1963, le tarif de blanchissage du linge plat et/ou d'uniformes ainsi que le tarif pour le service de ravantage et les salaires des commis pointeurs.

En conséquence :

1) L'avenant No. 2 du 18 Février 1963, au contrat en cause cesse d'être applicable pour le service du blanchissage effectué à partir du 1er Avril 1963;

2) Les paragraphes A, B et C de l'article 7 (Rémunération) du contrat en cause sont supprimés et remplacés par les suivants:

Article 7: Rémunération

A) Service de blanchissage

Prix: 14 francs belges par kilo de linge traité, qui n'est soumis à aucun tarif dégressif.

B) Service de ravantage

Forfait mensuel de 12,000 francs belges comprenant:

Mais de gestion	5,000 francs belges
Salaires de 3 ouvriers couturiers	7,000 " "

C) Centre de Collection

Salaires mensuels de 3 commis pointeurs: francs belges 7,000

Le règlement de toutes les factures entrant dans le cadre du contrat, à l'exception des fournitures nécessaires à l'exécution des réparations (fils, tissus, boutons etc.) s'effectuera auprès de la Banque de Paris et des Pays-Bas, compte "Résident francs belges No. 2512", à Léopoldville.

Tous les autres termes du contrat restent inchangés.



Fait en Français à Léopoldville le 9 Septembre 1963.

Pour la Blanchisserie de la Combe

A. VAN CANNENBERGHE  
Directeur

Pour l'Opération des Nations Unies  
au Congo

A.W. COOPER  
Chef, Section des Achats  
et de l'Approvisionnement

Visas ONUC : Le Chef Adjoint du Service d'Inspection : R.D. Brown *R.D. Brown*  
Le Conseiller Juridique Spécial : C. Taff *CTaff*



AVENANT No. 3

au Contrat de blanchissage, passé le 1er Juin 1961, entre  
1<sup>re</sup> OPERATION DES ITALIENS UNIES AU CONGO, building "Le Royal"  
B.P. 7248, Léopoldville et la BLANCHISSERIE DE LA COMBE  
(TATILEO) B.P. 3085 KALINA, Léopoldville.

D'un commun accord, il a été décidé de modifier, à partir du 1er Avril 1963, le tarif de blanchissage du linge plat et/ou d'uniformes ainsi que le tarif pour le service de ravantage et les salaires des commis pointeurs.

En conséquence :

1) L'avenant No. 2 du 18 Février 1963, au contrat en cause cesse d'être applicable pour le service du blanchissage effectué à partir du 1er Avril 1963;

2) Les paragraphes A, B et C de l'article 7 (Rémunération) du contrat en cause sont supprimés et remplacés par les suivants:

Article 7: Rémunération

A) Service de blanchissage

Prix: 14 francs belges par kilo de linge traité, qui n'est soumis à aucun tarif dégressif.

B) Service de ravantage

Forfait mensuel de 12,000 francs belges comprenant:

Frais de gestion	5,000 francs belges
Salaires de 3 ouvriers couturiers	7,000 " "

C) Centre de Collection

Salaires mensuels de 3 commis pointeurs: francs belges 7,000

Le règlement de toutes les factures entrant dans le cadre du contrat, à l'exception des fournitures nécessaires à l'exécution des réparations (fils, tissus, boutons etc.) s'effectuera auprès de la Banque de Paris et des Pays-Bas, compte "Résident francs belges No. 2512", à Léopoldville.

Tous les autres termes du contrat restent inchangés.




Fait en Français à Léopoldville le 9 Septembre 1963.

Pour la Blanchisserie de la Combe

A. VAN CENWELBERGHE  
Directeur

Pour l'Opération des Nations Unies  
au Congo

  
A.W. COOPER  
Chef, Section des Achats  
et de l'Approvisionnement

Visas ONUC : Le Chef Adjoint du Service d'Inspection : R.D. Brown R.D. Brown  
Le Conseiller Juridique Spécial : C. Taff C. Taff

LEGAL ADVISER  
Room 650



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

C/ADM/610/GEN

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

17 September 1963

To: ✓ Chief Audit and Inspection Service  
Special Legal Adviser

From: Chief Purchasing and Supply Section *A. N. Coops*

Subject: Contract with PETROKAT (filling station)

Attached please find a draft of the above quoted contract.

It will be appreciated if we may please receive your comments at your earliest convenience.



## C O N T R A T

DE d'une part:

L'Opération des Nations Unies au Congo, représentée par Mr. Carey Seward, Chef des Services Administratifs, ci-après dénommée "ONUC" ou le preneur

ET d'autre part:

La Société de Distribution de Produits Pétroliers, représentée par son fondé de pouvoirs, Monsieur Paul Soomers, ci-après dénommée "PETROKAT" ou le bailleur.

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

#### Article I

PETROKAT loue à l'ONUC, qui accepte, deux citernes, l'une de onze mètres cubes, l'autre de trois mètres cubes dix, ainsi que deux pompes électriques distributrices d'essence, situées dans l'enceinte des anciens ateliers de la DIFCO, Avenue de Luxembourg à Elisabethville.

#### Article II

l'ONUC prend les citernes et les pompes dans l'état où elles se trouvent et les reconnaît en bon état de fonctionnement et d'entretien, ce matériel restant la propriété de PETROKAT.

#### Article III

L'ONUC s'engage à utiliser le matériel mis à sa disposition en bon père de famille et à le restituer dans l'état où il a été trouvé à l'expiration du présent contrat, toute usure et dépréciation étant à la charge exclusive du bailleur, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité ou dommages-intérêts à ce titre.

#### Article IV

L'ONUC s'engage à ne pas modifier, déplacer, ou déposer le matériel en location sans autorisation préalable écrite de PETROKAT.

#### Article V

Aux termes du présent contrat, il est spécifié que le preneur est son propre assureur. L'ONUC prendra par conséquent, avec vigilance, toutes mesures nécessaires contre les risques locatifs et notamment les risques d'incendie et le recours éventuel des tiers lésés. L'ONUC est déchargée expressément par PETROKAT, qui est son propre assureur, de toute responsabilité quant aux dégâts qui pourraient être occasionnés à son matériel par l'eau, l'électricité ou toute autre cause, dont l'ONUC ne pourrait être tenue pour responsable.

#### Article VI

Il est convenu que l'ONUC prend à sa charge les frais d'électricité et de toutes les petites réparations locatives usuelles, tandis que les grosses réparations sont à la charge exclusive du bailleur. Néanmoins, le bailleur décline toute responsabilité du chef du fonctionnement du matériel loué.

#### Article VII

L'ONUC s'engage à payer au bailleur un loyer mensuel d'un montant de cinquante Dollars U.S., à terme échu, au compte résident de PETROCONGO Banque du Congo - No 951.676/89 Co - à Léopoldville.



Article VIII

Le présent contrat entrera en vigueur à partir du 15 Juillet 1963. Il est conclu pour une durée indéterminée et peut être résilié par chacune des parties, moyennant préavis d'un mois formulé par lettre recommandée. Nonobstant les dispositions précédentes, l'ONUC pourra mettre fin au contrat avec effet immédiat au cas où l'Operation des Nations-Unies cesserait ses activités à Elisabethville.

Article IX

A la date d'expiration du présent contrat, suite à préavis donné selon l'article VIII ci-dessus, le paiement du loyer sera arrêté automatiquement nonobstant tous litiges ou réclamations résultant de l'occupation de l'installation.

Article X

Aux fins des présentes, les parties déclarent faire élection de domicile

Le bailleur, en ses bureaux, sis 76 avenue Churchill  
Boite Postale No 3747 à Elisabethville.

Le preneur, en ses bureaux, sis dans le nouvel Hopital,  
route de la KASAPA - Boite Postale No 307 B à Elisabethville.

Article XI

Toutes contestations et litiges entre parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale de la chambre de Commerce Internationale.

Article XII

Tout amendement aux article ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout.

Article XIII

Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Organisation des Nations Unies.

*Operation*

A Elisabethville,  
pour la Société de Distribution  
des Produits Pétroliers - "PETROKAT"

A Léopoldville  
Pour l'Operation des Nations  
Unies au Congo

PAUL SOOMERS

Carey SEWARD  
Chef des Services Administratifs

MAURICE VAN DEN STEEN

Mr. Tall.

please



## TELEPHONE MESSAGE

---

Date \_\_\_\_\_

For \_\_\_\_\_

From \_\_\_\_\_

Their Ext. \_\_\_\_\_ Time Rec'd \_\_\_\_\_

" Phone No. \_\_\_\_\_

Will call again [    ]                      Return call [    ]

Remarks: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

17 September 1963

610 SABENA TRAVEL

To: ✓ Legal Adviser  
Chief of General Services  
Deputy Chief Audit and Inspection Service  
Chief Finance Officer

From: Chief Purchasing and Supply Section *A. W. Coyle*

Subject: Contract with Sabena for services in connection  
with official travel of ONUC personnel

Forwarded herewith please find for your records  
two copies of the captioned contract.



## CONTRAT

ENTRE

D'une part :

L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO, ci-après dénommée "ONUC", représentée par Mr. Carey Seward, Chef des Services Administratifs,

ET,

D'autre part :

La SABENA, dont le Siège est à Bruxelles, (Belgique), rue Cardinal Mercier, ci-après dénommée SABENA, représentée par Mr. Van Michel, Directeur pour l'Afrique Centrale.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1.

#### Objet du Contrat

a) L'ONUC a besoin de certains services en ce qui concerne les voyages effectués, à titre officiel, par les membres de son personnel, leurs familles et par toute autre personne qu'elle peut désigner, ces voyageurs étant dénommés dans le présent contrat "passagers de l'ONUC", et la SABENA accepte d'assurer ces services conformément aux clauses et conditions énoncées ci-dessous.

b) la SABENA s'engage à fournir les divers services mentionnés ci-dessous en faveur des "passagers de l'ONUC", chaque fois que l'ONUC le lui demandera.

c) La SABENA fera usage de toutes les facilités dont elle dispose sur le plan international pour exécuter les obligations qu'elle fait siennes par le présent contrat et pour permettre aux "passagers de l'ONUC" de bénéficier des services et facilités qu'elle offre à ses clients les plus favorisés.

### Article 2.

#### Local et mobilier de bureau

En vue de l'application des dispositions du présent contrat, l'ONUC met à la disposition de la SABENA :

a) une partie du local occupé par son service des voyages, au rez-de-chaussée du Royal ;

b) le poste de travail pour chacun des deux employés, avec bureau et siège à l'exclusion de tout autre équipement.

c) une ligne de téléphone directe, mais toutes les dépenses afférentes aux communications téléphoniques étant à la charge de la SABENA.

.../...





Il est précisé que les facilités mises ainsi gratuitement à la disposition de la SABENA, le sont sous condition que SABENA garde son propre bureau No. 214 sis au rez-de-chaussée de l'Immeuble "Le Royal".

Article 3.

Personnel

La SABENA mettra, à ses propres frais, à la disposition du Chef du Service des voyages de l'ONUC, le personnel suivant, considéré comme étant un minimum indispensable pour l'accomplissement des tâches énoncées aux termes du présent accord.

a) Au service des voyageurs du Siège de l'ONUC

Un préposé aux voyages et une secrétaire, s'il y a lieu, faisant partie du personnel de la SABENA.

b) A l'aéroport de N'Djili

Deux employées capables, connaissant l'anglais et le français, et chargées d'aider à l'aéroport de N'Djili les "passagers de l'ONUC" à l'arrivée ou au départ de ceux-ci sur les avions de lignes commerciales internationales ou intérieures, suivant les instructions données par l'ONUC à cet effet. Il incombera à ces employées d'accomplir - au nom des "passagers de l'ONUC" - les formalités nécessaires auprès des Services de la Douane, de l'Immigration et de la Santé, conformément aux indications détaillées ci-après.

Il est entendu que le personnel susmentionné assumera exclusivement les fonctions qui lui sont attribuées dans le cadre du présent contrat et qu'il continuera à s'acquitter de sa tâche, les samedis, dimanches et jours fériés, si besoin est.


De plus, lorsque cela sera nécessaire, le personnel d'accueil de la SABENA stationné à N'Djili aidera le personnel mis à la disposition de l'ONUC à exécuter ses obligations. En particulier, le Chef du Protocole de la SABENA devra accueillir les personnalités voyageant comme "passagers de l'ONUC" et leur rendra tous les services habituels en pareil cas.

Article 4.

Services

a) La SABENA se chargera de faire les réservations nécessaires et de procurer les titres de transport aux "passagers de l'ONUC", qu'il s'agisse de voyages par voie aérienne ou maritime. Elle prendra également les dispositions nécessaires pour apporter les modifications

.../...





voulues aux réservations et aux titres de transport et pour assurer tous les remboursements résultant de l'annulation des réservations et des billets obtenus par elle.

La SABENA fera les réservations nécessaires à titre gratuit pour l'utilisation des billets de retour émis à l'étranger en faveur des "passagers de l'ONUC" voyageant à titre officiel, et fera renouveler ou rembourser les billets dont la validité arrive à échéance (conformément aux règles de l'I.A.T.A. pour les voyages aériens), même si ceux-ci n'ont pas été émis par elle ou obtenus par son entremise.

b) La SABENA fera, sur demande, les réservations nécessaires dans les hôtels, sauf sur le territoire de la République du Congo, à l'intention des "passagers de l'ONUC" effectuant des voyages comme il est indiqué au paragraphe a) ci-dessus.

c) La SABENA veillera à ce que ses représentants en uniforme se trouvent à l'aéroport pour accueillir les fonctionnaires et autres passagers relevant de l'ONUC et pour aider lesdits passagers à remplir, à l'arrivée et au départ, les formalités concernant les douanes, l'immigration, le service sanitaire, etc... qui sont normalement demandées aux passagers en vertu des règlements appliqués par le Gouvernement de la République du Congo. Ces représentants recevront de l'ONUC des brassards spéciaux marqués ONUC, afin de pouvoir être reconnus aisément.

d) Il incombera à la SABENA de fournir en toutes circonstances, les moyens de transport nécessaires aux membres de son personnel qui exécuteront des fonctions en faveur de l'ONUC.

e) La SABENA arrangera à l'arrivée et au départ, le transport des "passagers de l'ONUC" entre N'Djili et le HQ Royal et/ou des points intermédiaires s'il est plus pratique, soit par son service régulier, prolongé au besoin, ou par tout autre moyen convenable. Il est entendu que tous les moyens de transport utilisés pour ce service sont convenablement assurés pour couvrir les passagers de l'ONUC et leurs bagages contre tous risques et dommages corporels et matériels. SABENA exécutera aussi la manutention des bagages des "passagers de l'ONUC" à l'arrivée et au départ de N'Djili et leur chargement ou déchargement au HQ Royal.

f) Dans tous les cas où des passagers relevant de l'ONUC seront malades ou blessés, ou lorsque l'un d'eux sera décédé, ou lorsque leurs bagages seront perdus ou endommagés, la SABENA rendra les mêmes services qu'elle offre habituellement à ses clients les mieux traités.

.../...



Article 5.

Obligation d'obtenir des billets et fournir les services

L'obligation incombant à la SABENA, conformément aux dispositions du présent contrat, d'obtenir des titres de transport, de faire des réservations ou de rendre d'autres services, comme décrits à l'article 4, paragraphes a) et b), ne sera exécutée, à quelque moment que ce soit, que sous réserve que les billets, réservations et autres services demandés, soient disponibles au moment de la demande. Tous les billets, réservations et autres services seront fournis conformément aux barèmes, clauses et conditions qui sont appliqués par ceux qui les offrent ou les fournissent.

Tous les services sus-indiqués qui auront été demandés par écrit sur une autorisation de voyage des Nations Unies seront fournis, soit conformément aux conditions spécifiées dans chaque document, soit dans des délais suffisants pour que les "passagers de l'ONUC" puissent arriver ou partir en temps voulu.

Il est convenu que le choix du transporteur pour le voyage à effectuer appartient au "passager de l'ONUC" et/ou à l'administration de l'ONUC et que les employés ou agents de la SABENA ne doivent pas influencer indûment le choix des passagers à cet égard. Si le prix du passage choisi par les "passagers de l'ONUC" dépasse le montant autorisé par l'ONUC, les passagers intéressés doivent être informés que les titres de voyage correspondants ne leur seront délivrés que moyennant le versement préalable de la différence entre les deux montants.

Article 6.

Fonctionnaires habilités à délivrer des autorisations de voyage


Les documents constituant des demandes de services (formule No. PT-8 : Autorisation de voyage des Nations Unies) ne peuvent être délivrés, aux fins du présent contrat, que par le Chef des Services Administratifs de l'ONUC ou par les représentants dûment désignés par lui. L'ONUC pourra demander, au moyen de ces documents, tous les services mentionnés dans le présent contrat, quels qu'en soient le nombre ou le type.

Les services prévus dans le présent contrat ne seront fournis par la SABENA que lorsqu'ils seront indiqués dans un document contenant une demande de services et uniquement à l'égard de la personne ou des personnes dont le ou les noms figurent dans ledit document.

L'application détaillée au jour le jour, des dispositions du présent contrat fera l'objet de consultations régulières entre le représentant du Service des Voyages de la SABENA et le Chef du Service des Voyages de l'ONUC.

Les services qui pourraient être rendus par la SABENA sans avoir fait l'objet d'un document constituant une demande de services

.../...





délivrée par le Chef des Services Administratifs de l'ONUC ou par des représentants qu'il désignerait éventuellement, ne créeront aucune obligation pour l'ONUC.

Article 7.

Frais

Les parties au présent contrat sont convenues que le montant des services visés dans ce contrat sera intégralement facturé et payé selon les dispositions suivantes :

a) Tous les billets aériens, maritimes, bons d'hôtel, ainsi que tous autres services de transport, sauf ceux prévus à l'article 4, paragraphe e), aux tarifs officiels et selon les règlements en vigueur.

b) Les frais d'annulation imposés ou réclamés par les transporteurs, lignes aériennes ou maritimes, pour l'annulation des réservations, lorsque ces frais sont dus en raison d'actes ou d'omissions imputables à l'ONUC.

c) La SABENA convient que les frais visés à l'alinéa b) ci-dessus du présent article ne seront pas supérieurs aux taux commerciaux fixés, et lorsqu'il n'y a pas de taux fixé, les frais à payer ne seront pas supérieurs aux montants normalement demandés par la SABENA à des clients les plus favorisés pour des services identiques ou équivalents.

Enfin, la SABENA renonce expressément aux frais d'annulation de billets et réservations pour les titres de voyage valables sur ses propres avions et sur ceux d'AIR CONGO.

Article 8.

Paiements

La SABENA recevra chaque mois les versements qui lui sont dus pour les services fournis et acceptés, sur présentation des factures ou bordereaux correspondants.

La SABENA sera invitée, chaque mois, par l'ONUC à régler le coût des services qui pourront lui être rendus et qu'elle aura acceptés.


Article 9.

Factures

La SABENA fera figurer sur toutes les factures envoyées pour règlement des services visés dans le présent contrat le certificat ci-après :

"Facture établie en exonération de toutes taxes, droits et frais dont l'ONUC ou la SABENA sont exemptés, certifiée sincère et exacte et non payée à ce jour".

.../...





La SABENA fera figurer sur toutes ses factures, outre le numéro de l'autorisation de voyage y relative, les noms des bénéficiaires, itinéraires, services et montants indiqués sur ce document.

Article 10. Examen des pièces justificatives

La SABENA accepte que le Chef des Services Administratifs de l'ONUC ou tout représentant de celui-ci dûment autorisé, ait accès pour vérification, à tous les livres, documents, correspondances et pièces justificatives qu'elle a en sa possession et qui ont rapport avec des opérations effectuées aux fins du présent contrat.

Article 11. Substitutions

a) Les obligations et les engagements de SABENA résultant du présent contrat ne peuvent être transférés sans le consentement écrit préalable de l'ONUC.

b) Aucun droit à indemnité créé à l'occasion de l'application du présent contrat ne sera transféré. Cependant, si l'ONUC et/ou un "passager de l'ONUC" subit un préjudice du fait d'un tiers en raison d'actes résultant de l'application du présent contrat, la SABENA doit, si l'ONUC en fait la demande, prendre les dispositions qu'exigent les circonstances, afin de faciliter l'exercice des droits que l'ONUC ou tout passager relevant de l'ONUC ou les deux à la fois, pourraient vouloir faire valoir à l'encontre du tiers responsable pour compensation du préjudice subi.


c) Aucun terme du présent article ne pourra être interprété comme un abandon ou une restriction aux droits que l'ONUC pourrait avoir à l'encontre de SABENA ou de ses assureurs.

Article 12. Indemnisations

a) La SABENA s'engage à indemniser l'ONUC et ses successeurs, ses agents, employés, les "passagers de l'ONUC" et leurs ayants droits, ainsi qu'à les exonérer de toute responsabilité, pour tout dommage résultant de l'exécution des transports prévus à l'article 4, paragraphe e) du présent contrat et ce, dans les limites légales.

b) La SABENA ne portera aucune responsabilité, à quelque titre que ce soit, du fait de l'emploi d'un moyen de transport autre que ceux fournis par elle-même, pour toute perte, blessure ou dommage affectant quelque personne que ce soit ou les biens de cette personne,

.../...





sauf dans les conditions expressément énoncées dans le présent contrat ou résultant de l'application normale de la loi.

Article 13.

Avenants au contrat

Aucune modification apportée aux dispositions du présent contrat ne sera valide si elle n'a pas été rédigée par écrit, établie et approuvée dans des formes identiques à celles qui ont été employées pour la conclusion dudit contrat.

Article 14.

Clause d'arbitrage

Sauf en cas de règlement par négociation directe, tout différend s'élevant à propos de l'interprétation ou de l'application des clauses du présent contrat sera soumis sur demande expresse d'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 15.

Non-exclusivité du contrat

Le présent contrat ne comporte pas d'exclusivité. Sans renoncer à ce droit, l'ONUC convient cependant qu'en règle générale, l'exécution des services prévus dans le présent contrat sera confiée à la SABENA.

Article 16.

Durée et terme du présent contrat - Résiliation

Le présent contrat restera en vigueur pendant six mois à compter de la date où il aura été conclu. Par la suite, il continuera à s'appliquer jusqu'à ce qu'il soit dénoncé, sous préavis écrit de 30 jours adressé par l'une des parties à l'autre partie, à condition toutefois que si l'une des parties s'abstient d'exécuter l'une des conditions du présent contrat, celui-ci pourra être résilié sans préavis, ni formalité ou procédure judiciaire.

L'exercice du droit de résiliation du contrat par l'ONUC n'exclura ni ne limitera son droit à dommages-intérêts qui pourraient être dûs en raison d'un dommage subi par suite d'une faute de la SABENA.

Article 17.

Statut des employés


Les administrateurs, employés et agents de la SABENA participant à l'exécution des obligations mentionnées ci-dessus, conformément aux dispositions du présent contrat, ne seront en aucune façon considérés comme étant des administrateurs ou des employés des Nations Unies.

Article 18.

Notifications

Toute communication écrite qui, aux fins de l'exécution du présent contrat, devra être transmise à l'une des parties par l'autre

.../...





partie, sera envoyée à l'adresse suivante :

Pour la SABENA :

SABENA, Agence "Le Royal"  
Léopoldville

Pour l'ONUC :

Chef de la Section des Achats  
et de l'Approvisionnement  
ONUC 65 - B.P. 7248  
Léopoldville

Ces adresses resteront valables jusqu'à ce que les parties se soient avisées par écrit de tout changement à leur apporter.

Article 19.

Privilèges et immunités

Aucune disposition du présent contrat ne peut être considérée comme valant renonciation expresse ou tacite à tout privilège ou immunité de quelque caractère que ce soit dont l'ONUC peut bénéficier.

Article 20.

Publicité

La SABENA ne publiera pas - que ce soit par des moyens publicitaires ou par d'autres moyens - le fait qu'elle fournit des services à l'Opération des Nations Unies au Congo, à moins d'obtenir au préalable l'approbation du Chef des Services Administratifs de l'ONUC et, en outre, elle ne fera usage, en aucune façon, du nom, de l'emblème ou du sceau officiel de l'Opération des Nations Unies au Congo, ni d'une désignation abrégée de l'Opération des Nations Unies au Congo, soit à des fins commerciales, soit pour d'autres opérations.

Le présent contrat entrera en vigueur à la date de sa signature.

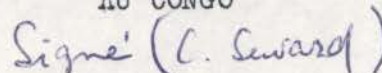
Fait à Léopoldville, le 12 Septembre 1963

Pour la SABENA



Van Michel  
Directeur des Ventes  
Léopoldville.

Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



Carey Seward  
Chef des Services Administratifs

Visas ONUC :    Chef de la Section des Achats et de l'Approvisionnement :  
                  Conseiller Juridique :  
                  Chef des Services Généraux :  
                  Chef du Service de la Vérification des Comptes et de l'Inspection :



## CONTRAT

### ENTRE

D'une part :

L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO, ci-après dénommée "ONUC", représentée par Mr. Carey Steward, Chef des Services Administratifs,

ET,

D'autre part :

La SABENA, dont le Siège est à Bruxelles, (Belgique), rue Cardinal Mercier, ci-après dénommée SABENA, représentée par Mr. Van Michel, Directeur pour l'Afrique Centrale.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1.

#### Objet du Contrat

a) L'ONUC a besoin de certains services en ce qui concerne les voyages effectués, à titre officiel, par les membres de son personnel, leurs familles et par toute autre personne qu'elle peut désigner, ces voyageurs étant dénommés dans le présent contrat "passagers de l'ONUC", et la SABENA accepte d'assurer ces services conformément aux clauses et conditions énoncées ci-dessous.

b) la SABENA s'engage à fournir les divers services mentionnés ci-dessous en faveur des "passagers de l'ONUC", chaque fois que l'ONUC le lui demandera.

c) La SABENA fera usage de toutes les facilités dont elle dispose sur le plan international pour exécuter les obligations qu'elle fait siennes par le présent contrat et pour permettre aux "passagers de l'ONUC" de bénéficier des services et facilités qu'elle offre à ses clients les plus favorisés.

### Article 2.

#### Local et mobilier de bureau

En vue de l'application des dispositions du présent contrat, l'ONUC met à la disposition de la SABENA :

a) une partie du local occupé par son service des voyages, au rez-de-chaussée du Royal ;

b) le poste de travail pour chacun des deux employés, avec bureau et siège à l'exclusion de tout autre équipement.

c) une ligne de téléphone directe, mais toutes les dépenses afférentes aux communications téléphoniques étant à la charge de la SABENA.

.../...





Il est précisé que les facilités mises ainsi gratuitement à la disposition de la SABENA, le sont sous condition que SABENA garde son propre bureau No. 214 sis au rez-de-chaussée de l'Immeuble "Le Royal".

Article 3.

Personnel

La SABENA mettra, à ses propres frais, à la disposition du Chef du Service des voyages de l'ONUC, le personnel suivant, considéré comme étant un minimum indispensable pour l'accomplissement des tâches énoncées aux termes du présent accord.

a) Au service des voyageurs du Siège de l'ONUC

Un préposé aux voyages et une secrétaire, s'il y a lieu, faisant partie du personnel de la SABENA.

b) A l'aéroport de N'Djili

Deux employées capables, connaissant l'anglais et le français, et chargées d'aider à l'aéroport de N'Djili les "passagers de l'ONUC" à l'arrivée ou au départ de ceux-ci sur les avions de lignes commerciales internationales ou intérieures, suivant les instructions données par l'ONUC à cet effet. Il incombera à ces employées d'accomplir - au nom des "passagers de l'ONUC" - les formalités nécessaires auprès des Services de la Douane, de l'Immigration et de la Santé, conformément aux indications détaillées ci-après.

Il est entendu que le personnel susmentionné assumera exclusivement les fonctions qui lui sont attribuées dans le cadre du présent contrat et qu'il continuera à s'acquitter de sa tâche, les samedis, dimanches et jours fériés, si besoin est.

De plus, lorsque cela sera nécessaire, le personnel d'accueil de la SABENA stationné à N'Djili aidera le personnel mis à la disposition de l'ONUC à exécuter ses obligations. En particulier, le Chef du Protocole de la SABENA devra accueillir les personnalités voyageant comme "passagers de l'ONUC" et leur rendre tous les services habituels en pareil cas.

Article 4.

Servicos

a) La SABENA se chargera de faire les réservations nécessaires et de procurer les titres de transport aux "passagers de l'ONUC", qu'il s'agisse de voyages par voie aérienne ou maritime. Elle prendra également les dispositions nécessaires pour apporter les modifications

.../...





voulues aux réservations et aux titres de transport et pour assurer tous les remboursements résultant de l'annulation des réservations et des billets obtenus par elle.

La SABENA fera les réservations nécessaires à titre gratuit pour l'utilisation des billets de retour émis à l'étranger en faveur des "passagers de l'ONUC" voyageant à titre officiel, et fera renouveler ou rembourser les billets dont la validité arrive à échéance (conformément aux règles de l'I.A.T.A. pour les voyages aériens), même si ceux-ci n'ont pas été émis par elle ou obtenus par son entremise.

b) La SABENA fera, sur demande, les réservations nécessaires dans les hôtels, sauf sur le territoire de la République du Congo, à l'intention des "passagers de l'ONUC" effectuant des voyages comme il est indiqué au paragraphe a) ci-dessus.


c) La SABENA veillera à ce que ses représentants en uniforme se trouvent à l'aéroport pour accueillir les fonctionnaires et autres passagers relevant de l'ONUC et pour aider lesdits passagers à remplir, à l'arrivée et au départ, les formalités concernant les douanes, l'immigration, le service sanitaire, etc... qui sont normalement demandées aux passagers en vertu des règlements appliqués par le Gouvernement de la République du Congo. Ces représentants recevront de l'ONUC des brassards spéciaux marqués ONUC, afin de pouvoir être reconnus aisément.

d) Il incombera à la SABENA de fournir en toutes circonstances, les moyens de transport nécessaires aux membres de son personnel qui exécuteront des fonctions en faveur de l'ONUC.

e) La SABENA arrangera à l'arrivée et au départ, le transport des "passagers de l'ONUC" entre N'Djili et le HQ Royal et/ou des points intermédiaires s'il est plus pratique, soit par son service régulier, prolongé au besoin, ou par tout autre moyen convenable. Il est entendu que tous les moyens de transport utilisés pour ce service sont convenablement assurés pour couvrir les passagers de l'ONUC et leurs bagages contre tous risques et dommages corporels et matériels. SABENA exécutera aussi la manutention des bagages des "passagers de l'ONUC" à l'arrivée et au départ de N'Djili et leur chargement ou déchargement au HQ Royal.

f) Dans tous les cas où des passagers relevant de l'ONUC seront malades ou blessés, ou lorsque l'un d'eux sera décédé, ou lorsque leurs bagages seront perdus ou endommagés, la SABENA rendra les mêmes services qu'elle offre habituellement à ses clients les mieux traités.

.../...





Article 5.

Obligation d'obtenir des billets et fournir les services

L'obligation incombant à la SABENA, conformément aux dispositions du présent contrat, d'obtenir des titres de transport, de faire des réservations ou de rendre d'autres services, comme décrits à l'article 4, paragraphes a) et b), ne sera exécutée, à quelque moment que ce soit, que sous réserve que les billets, réservations et autres services demandés, soient disponibles au moment de la demande. Tous les billets, réservations et autres services seront fournis conformément aux barèmes, clauses et conditions qui sont appliqués par ceux qui les offrent ou les fournissent.

Tous les services sus-indiqués qui auront été demandés par écrit sur une autorisation de voyage des Nations Unies seront fournis, soit conformément aux conditions spécifiées dans chaque document, soit dans des délais suffisants pour que les "passagers de l'ONUC" puissent arriver ou partir en temps voulu.

Il est convenu que le choix du transporteur pour le voyage à effectuer appartient au "passager de l'ONUC" et/ou à l'administration de l'ONUC et que les employés ou agents de la SABENA ne doivent pas influencer indûment le choix des passagers à cet égard. Si le prix du passage choisi par les "passagers de l'ONUC" dépasse le montant autorisé par l'ONUC, les passagers intéressés doivent être informés que les titres de voyage correspondants ne leur seront délivrés que moyennant le versement préalable de la différence entre les deux montants.

Article 6.

Fonctionnaires habilités à délivrer des autorisations de voyage

Les documents constituant des demandes de services (formule No. PT-8 : Autorisation de voyage des Nations Unies) ne peuvent être délivrés, aux fins du présent contrat, que par le Chef des Services Administratifs de l'ONUC ou par les représentants dûment désignés par lui. L'ONUC pourra demander, au moyen de ces documents, tous les services mentionnés dans le présent contrat, quels qu'en soient le nombre ou le type.

Les services prévus dans le présent contrat ne seront fournis par la SABENA que lorsqu'ils seront indiqués dans un document contenant une demande de services et uniquement à l'égard de la personne ou des personnes dont le ou les noms figurent dans ledit document.

L'application détaillée au jour le jour, des dispositions du présent contrat fera l'objet de consultations régulières entre le représentant du Service des Voyages de la SABENA et le Chef du Service des Voyages de l'ONUC.

Les services qui pourraient être rendus par la SABENA sans avoir fait l'objet d'un document constituant une demande de services

.../...





délivrée par le Chef des Services Administratifs de l'ONUC ou par des représentants qu'il désignerait éventuellement, ne créeront aucune obligation pour l'ONUC.

Article 7.

Frais

Les parties au présent contrat sont convenues que le montant des services visés dans ce contrat sera intégralement facturé et payé selon les dispositions suivantes :

a) Tous les billets aériens, maritimes, bons d'hôtel, ainsi que tous autres services de transport, sauf ceux prévus à l'article 4, paragraphe e), aux tarifs officiels ~~et selon les règlements en vigueur.~~

b) Les frais d'annulation imposés ou réclamés par les transporteurs, lignes aériennes ou maritimes, pour l'annulation des réservations, lorsque ces frais sont dus en raison d'actes ou d'omissions imputables à l'ONUC.

c) La SABENA convient que les frais visés à l'alinéa b) ci-dessus du présent article ne seront pas supérieurs aux taux commerciaux fixés, et lorsqu'il n'y a pas de taux fixé, les frais à payer ne seront pas supérieurs aux montants normalement demandés par la SABENA à des clients les plus favorisés pour des services identiques ou équivalents.

Enfin, la SABENA renonce expressément aux frais d'annulation de billets et réservations pour les titres de voyage valables sur ses propres avions et sur ceux d'AIR CONGO.

Article 8.

Paiements

La SABENA recevra chaque mois les versements qui lui sont dus pour les services fournis et acceptés, sur présentation des factures ou bordereaux correspondants.

La SABENA sera invitée, chaque mois, par l'ONUC à régler le coût des services qui pourront lui être rendus et qu'elle aura acceptés.


Article 9.

Factures

La SABENA fera figurer sur toutes les factures envoyées pour règlement des services visés dans le présent contrat le certificat ci-après :

"Facture établie en exonération de toutes taxes, droits et frais dont l'ONUC ou la SABENA sont exemptés, certifiée sincère et exacte et non payée à ce jour".

.../...





La SABENA fera figurer sur toutes ses factures, outre le numéro de l'autorisation de voyage y relative, les noms des bénéficiaires, itinéraires, services et montants indiqués sur ce document.

Article 10. Examen des pièces justificatives

La SABENA accepte que le Chef des Services Administratifs de l'ONUC ou tout représentant de celui-ci dûment autorisé, ait accès pour vérification, à tous les livres, documents, correspondances et pièces justificatives qu'elle a en sa possession et qui ont rapport avec des opérations effectuées aux fins du présent contrat.

Article 11. Substitutions

a) Les obligations et les engagements de SABENA résultant du présent contrat ne peuvent être transférés sans le consentement écrit préalable de l'ONUC.

b) Aucun droit à indemnité créé à l'occasion de l'application du présent contrat ne sera transféré. Cependant, si l'ONUC et/ou un "passager de l'ONUC" subit un préjudice du fait d'un tiers en raison d'actes résultant de l'application du présent contrat, la SABENA doit, si l'ONUC en fait la demande, prendre les dispositions qu'exigent les circonstances, afin de faciliter l'exercice des droits que l'ONUC ou tout passager relevant de l'ONUC ou les deux à la fois, pourraient vouloir faire valoir à l'encontre du tiers responsable pour compensation du préjudice subi.


c) Aucun terme du présent article ne pourra être interprété comme un abandon ou une restriction aux droits que l'ONUC pourrait avoir à l'encontre de SABENA ou de ses assureurs.

Article 12. Indemnisations

a) La SABENA s'engage à indemniser l'ONUC et ses successeurs, ses agents, employés, les "passagers de l'ONUC" et leurs ayants droits, ainsi qu'à les exonérer de toute responsabilité, pour tout dommage résultant de l'exécution des transports prévus à l'article 4, paragraphe e) du présent contrat et ce, dans les limites légales.

b) La SABENA ne portera aucune responsabilité, à quelque titre que ce soit, du fait de l'emploi d'un moyen de transport autre que ceux fournis par elle-même, pour toute perte, blessure ou dommage affectant quelque personne que ce soit ou les biens de cette personne,

.../...





sauf dans les conditions expressément énoncées dans le présent contrat ou résultant de l'application normale de la loi.

Article 13. Avenants au contrat

Aucune modification apportée aux dispositions du présent contrat ne sera valide si elle n'a pas été rédigée par écrit, établie et approuvée dans des formes identiques à celles qui ont été employées pour la conclusion dudit contrat.

Article 14. Clause d'arbitrage

Sauf en cas de règlement par négociation directe, tout différend s'élevant à propos de l'interprétation ou de l'application des clauses du présent contrat sera soumis sur demande expresse d'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 15. Non-exclusivité du contrat

Le présent contrat ne comporte pas d'exclusivité. Sans renoncer à ce droit, l'ONUC convient cependant qu'en règle générale, l'exécution des services prévus dans le présent contrat sera confiée à la SABENA.

Article 16. Durée et terme du présent contrat - Résiliation

Le présent contrat restera en vigueur pendant six mois à compter de la date où il aura été conclu. Par la suite, il continuera à s'appliquer jusqu'à ce qu'il soit dénoncé, sous préavis écrit de 30 jours adressé par l'une des parties à l'autre partie, à condition toutefois que si l'une des parties s'abstient d'exécuter l'une des conditions du présent contrat, celui-ci pourra être résilié sans préavis, ni formalité ou procédure judiciaire.

L'exercice du droit de résiliation du contrat par l'ONUC n'exclura ni ne limitera son droit à dommages-intérêts qui pourraient être dus en raison d'un dommage subi par suite d'une faute de la SABENA.


Article 17. Statut des employés

Les administrateurs, employés et agents de la SABENA participant à l'exécution des obligations mentionnées ci-dessus, conformément aux dispositions du présent contrat, ne seront en aucune façon considérés comme étant des administrateurs ou des employés des Nations Unies.

Article 18. Notifications

Toute communication écrite qui, aux fins de l'exécution du présent contrat, devra être transmise à l'une des parties par l'autre

.../...





partie, sera envoyée à l'adresse suivante :

Pour la SABENA :

SABENA, Agence "Le Royal"  
Léopoldville

Pour l'ONUC :

Chef de la Section des Achats  
et de l'Approvisionnement  
ONUC 65 - B.P. 7248  
Léopoldville

Ces adresses resteront valables jusqu'à ce que les parties se soient avisées par écrit de tout changement à leur apporter.

Article 19.

Privilèges et immunités

Aucune disposition du présent contrat ne peut être considérée comme valant renonciation expresse ou tacite à tout privilège ou immunité de quelque caractère que ce soit dont l'ONUC peut bénéficier.

Article 20.


Publicité

La SABENA ne publiera pas - que ce soit par des moyens publicitaires ou par d'autres moyens - le fait qu'elle fournit des services à l'Opération des Nations Unies au Congo, à moins d'obtenir au préalable l'approbation du Chef des Services Administratifs de l'ONUC et, en outre, elle ne fera usage, en aucune façon, du nom, de l'emblème ou du sceau officiel de l'Opération des Nations Unies au Congo, ni d'une désignation abrégée de l'Opération des Nations Unies au Congo, soit à des fins commerciales, soit pour d'autres opérations.

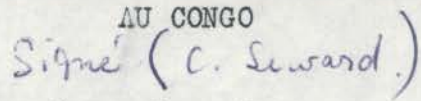
Le présent contrat entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Léopoldville, le 12 Septembre 1963

Pour la SABENA

  
Van Michel  
Directeur des Ventes  
Léopoldville.

Pour l'OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO

  
Carey Seward  
Chef des Services Administratifs

Visas ONUC : Chef de la Section des Achats et de l'Approvisionnement :  
Conseiller Juridique :  
Chef des Services Généraux :  
Chef du Service de la Vérification des Comptes et de l'Inspection :



C/ADM 610

13 September

3

TO : Mr. A.W. Cooper, Chief, Purchasing and Supply Section  
FROM : Charles Taff, Legal Adviser, Office of Officer-in-Charge  
SUBJECT : Amendment No. 3 to CCM 98/61, ONUC Blanchisserie de la Gombe

With reference to your memorandum No. HO/3-55205, dated 10 September 1963, I wish to inform you that I see no objections from the legal point of view to the proposed Amendment No. 3 to CCM 98/61 with Blanchisserie de la Gombe.

CT/mm



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

C/ADM 610

HQ/3-55205

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

10 September 1963

To: ✓ Legal Adviser  
Chief Audit and Inspection Service *a. u. Congo*

From: Chief Purchasing and Supply Section

Subject: Amendment No. 3 to CON 98/61, ONUC Blanchisserie  
de la Gombe

Forwarded herewith please find draft of the captioned amendment.

It will be appreciated if we may please receive your comments and or approval at your earliest convenience.



AVENANT No. 3

au Contrat de blanchissage, passé le 1er Juin 1961, entre  
l'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO, building "Le Royal"  
B.P. 7248, Léopoldville et la BLANCHISSERIE DE LA GOMBE (TEXLEO)  
B.P. 3085 KALINA, Leopoldville.

D'un commun accord, il a été décidé de modifier, à partir du 1er  
Avril 1963, le tarif de blanchissage du linge plat et/ou d'uni-  
formes ainsi que le tarif pour le service de ravaudage et les  
salaires des commis pointeurs.

En conséquence:

- 1) L'avenant No.2 du 18 Février 1963, au contrat en cause cesse  
d'être applicable pour le service du blanchissage effectué à partir  
du 1er Avril 1963;
- 2) Les paragraphes A, B et C de l'article 7 (Rémunération) du contrat  
en cause sont supprimés et remplacés par les suivants:

Article 7: Rémunération

.....  
A) Service de blanchissage

Prix: 14 francs belges par kilo de linge traité, qui n'est soumis à  
aucun tarif dégressif.

.....  
B) Service de ravaudage

forfait mensuel de 12,000 francs belges comprenant:

Frais de gestion	5,000 francs belges
Salaires de 3.ouvriers couturiers	7,000 " " "

C) Centre de Collection

Salaires mensuels de 3 commis pointeurs: francs belges 7,000  
.....

Le règlement de toutes les factures entrant dans le cadre du contrat,  
à l'exception des fournitures nécessaires à l'exécution des réparations  
(fils, tissus, boutons etc) s'effectuera auprès de la Banque de Paris  
et des Pays-Bas, compte "Résident Francs Belges No.2512", à Léopoldville.

Tous les autres termes du contrat restent inchangés.

Fait en Français à Léopoldville le 9 Septembre 1963.



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

5 September 1963

610 GEN

*M. Taff* ✓  
To: Mr. R. Gorgé  
Principal Legal Adviser and Political Adviser  
From: A.W. Cooper  
Chief, Purchasing and Supply Section *A.W. Cooper*  
Subject: Draft Agreement between ONUC and Danish  
Medical Mission  
Ref.: Your I.O.M. dated 4 September 1963

Your draft of the Agreement is hereby acknowledged.

Articles 6, 9 and 14 do not appear to convey our intent.

Article 6. ONUC intends to loan the equipment to be listed in Annexure 'B' indefinitely and the loan is not to be restricted to the period of the Agreement.

Article 9. ONUC intends to furnish the Hospital with such medical supplies as are not normally stocked by the Hospital but are required for ONUC patients. ONUC does not intend to furnish medical supplies for Congolese patients. Also, it is intended that indents for these supplies shall be submitted by the Hospital direct to the CMO for his prior approval to issue.

Article 14. The ONUC Clinic will not be located in the Hospital. It is intended that ONUC patients shall be admitted to the Hospital only if sent by the ONUC Clinic Medical Officers. The ONUC Clinic will probably be located in the Royal.

.....  
Your draft is returned herewith for your further review.



C/ADM 610

5 September

3

TO : Mr. A.W. Cooper, Chief, Purchasing and Supply Section  
FROM : R. Gorgé, Principal Legal Adviser and Political Adviser  
SUBJECT : Draft Agreement between ONUC and Danish Medical Mission

With reference to your memorandum of this date, I would point out that the revised draft was dictated in the presence of a representative of your Section, who stated expressly that the revised terms, including Articles 6, 9 and 14, did accurately reflect your intent. I have changed the revised draft to incorporate the points made in your memorandum.

Encl.

CT/mm



C/ADM 610

*[Handwritten signature]*

5 September 1963

To: Mr. A.C. Gilpin, Acting Chief, Civilian Operations ✓  
From: Carey Seward, Chief Administrative Officer  
Subject: Sales of equipment to Congolese Government

This is in further reference to our discussions of sales of equipment to the Congolese Government.

Would it be possible in the interest of obtaining more flexibility, to have the Congolese Government pay for any of these purchases in hard currency? *[Handwritten mark]*

cc Mr. Dorsinville ✓



C/ADM 610

4 September

3

TO : Mr. A.W. Cooper, Chief, Purchasing and Supply Section  
FROM : R. Gorgé, Principal Legal Adviser and Political Adviser  
SUBJECT : Draft Agreement between ONUC and Danish Medical Mission

In view of the large number of changes that were considered necessary in the draft Agreement between ONUC and the Danish Medical Mission that was sent for my review, I have deemed it advisable to prepare a new draft Agreement. A copy of the new draft is transmitted herewith.

Encl.

CT/ma



A G R E E M E N T

The Danish Medical Mission having its head office  
in Leopoldville

and

The United Nations, hereinafter called "ONUC",  
agree as follows:

1. The Danish Medical Mission agrees to provide at the Clinique Reine Elisabeth, hereinafter referred to as the "Hospital", medical and hospital services and facilities to ONUC and its personnel as set forth below. The term "ONUC personnel", shall include members of the Force and their dependents and international officials and their dependents.
2. The hospital and medical services and facilities which are to be provided by the Danish Medical Mission shall conform to the high standards generally rendered by a hospital to its patients. These services and facilities shall be adequate to meet the requirements of ONUC personnel, *and shall include* but not be limited to: bed space, nursing services, major laboratory services as set forth in Annex A to this Agreement, X-ray treatment, surgical, internal medicine, pediatric, gynaecological, maternity, radiographical and anaesthetic treatment.
3. The Danish Medical Mission shall provide suitable diets to the ONUC patients and, to the extent that conditions permit, shall take into account their national and religious dietetic habits.
4. The Danish Medical Mission shall make available in the Hospital suitable space for use by an ONUC eye, ear, nose and throat specialist, and separate suitable space for an ONUC dentist.



5. ONUC agrees to pay to the Danish Medical Mission the sum of US\$ 9.- per day per bed occupied by its patients in the hospital. These payments shall be made monthly on receipt of certified invoices from the Danish Medical Mission.
6. ONUC agrees to lend to the Danish Medical Mission for use in the Hospital during the period this Agreement is in effect the furniture and equipment listed in Annex B to this Agreement. The Danish Medical Mission shall not be charged any rent for the loan of this furniture and equipment, but shall be responsible for maintaining them in good condition, subject to ordinary wear and tear.
7. ONUC shall endeavour to repair the hospital equipment listed in Annex C to this Agreement, it being understood that ONUC shall not be obligated to spend a sum of more than \$14,500 or its equivalent on the supplies and services needed to make such repairs,
8. ~~ONUC shall furnish for use by its patients rations in accordance with the scales set forth in Annex D to this Agreement. These below.~~
9. ~~rations shall be delivered by ONUC each week to the Hospital. The responsibility for maintaining accounts for these rations shall be with ONUC.~~ quantities of such medical supplies to the
9. In the event that the Hospital becomes short of medical supplies which ONUC has in its stocks at the time, ONUC at its discretion
10. may provide limited quantities of such medical supplies to the Danish Medical Mission for ~~such use as the Danish Medical Mission may deem advisable.~~ *FOR PATIENTS NOT BELONGING TO ONUC.* These supplies shall be issued by ONUC when
11. and as required by the Danish Medical Mission, ~~be~~ Indents for such supplies shall be placed by the Danish Medical Mission with ONUC ~~as required, in the performance of their duties.~~
10. ONUC shall maintain "case" files and such other documentation and records relating to its personnel as it may deem advisable. Such files, documentation and records shall remain the property of ONUC.
11. ONUC agrees that any of its personnel who may be employed in the Hospital shall be subject to the administrative rules and regulations of the Hospital in the performance of their duties.

.../...



12. ONUC agrees to assign one individual to serve as liaison between the Danish Medical Mission and ONUC.
13. This Agreement shall be for an indefinite duration and shall be subject to termination by either side giving the other not less than 15 days written notice.
14. ONUC patients shall be admitted to the Hospital only upon reference by the ONUC Clinic maintained and operated in the Hospital.
15. On or about 15 December 1963 the Danish Medical Mission and ONUC will review this Agreement for the purpose of determining whether the moneys payable by ONUC is sufficient to full compensate the Danish Medical Mission for the services rendered by it.
16. Any dispute arising out of the interpretation or application of the terms of this Agreement shall, unless settled by direct negotiation, ~~be referred to the Court of Arbitration of the International Chamber of Commerce.~~ *AT THE REQUEST OF EITHER PARTY BE SUBMITTED TO*
17. Nothing contained in this Agreement constitutes a waiver of the privileges and immunities enjoyed by ONUC.

*ARBITRATION IN ACCORDANCE WITH THE ARBITRAL  
PROCEDURE OF THE COURT OF ARBITRATION OF  
THE INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE*



C/ADM 610

30 August

3

TO : Mr. T. Tricciusi, Assistant Chief Administrative Officer  
and Executive Officer, Congo Fund  
FROM : Charles Taff, Legal Adviser  
SUBJECT : Registration of agreements by Treaty Section

I note from the documentation which you sent to me on 28 August that Mr. Leriche's memorandum of 12 March 1963 to Mr. Schumacher inquired as to agreements which relate almost entirely to ONUC Civilian Operations. I take it that it was because of this consideration that Mr. Schumacher, on 12 March 1963, addressed the inquiry to Mr. Ahmed. As the Legal Office has no record of the agreements in question, and as the inquiry from New York was addressed to Civilian Operations, I think it proper that the reply to Mr. Schumacher should come from your office. The documentation on the subject is returned herewith.

Encl.

CT/na



PR/AT

28 August 1963

To: Chief Audit and Inspection Service  
→ Legal Adviser  
Chief Finance

From: Chief Purchasing and Supply Section

*H. W. Cooper*

Subject: Contract Bell Telephone for the maintenance of the  
Royal Building exchange

Forwarded herewith for your information and records  
please find one copy each of the captioned contract.



## CONTRAT D'ENTRETIEN INSTALLATIONS TELEPHONIQUES PRIVEES

Entre les soussignés : **BELL TELEPHONE MFG CY,**

**LEOPOLDVILLE**

ci-après dénommée « La Compagnie »  
et

d'une part,

**OPERATIONS DES NATIONS UNIES AU CONGO  
Building "Le Royal"  
LEOPOLDVILLE**

ci-après dénommé « L'Abonné »  
il a été convenu et arrêté ce qui suit :

d'autre part,

### Article 1 — OBJET :

1.1. Aux conditions et d'après les modalités stipulées ci-après, la Compagnie entretiendra en vue de la maintenir en bon ordre de marche, l'installation téléphonique suivante, en service à

**1 commutateur automatique  
7155/20/200 avec accessoires**

**Blg. Le Royal  
Chambre n°. G 9  
LEOPOLDVILLE**

ci-dessous dénommé « l'installation ».

- 1.2. Outre l'entretien de l'appareillage spécifié à l'art. 1.1., la Compagnie assure la surveillance des canalisations, organes de raccordement et station d'énergie : d'une part en deça du point de raccordement de l'installation avec les lignes de l'Administration du Service de Télécommunications ; d'autre part, si l'installation comporte un dispositif d'alimentation ou de charge sur secteur, en deça du coupe-circuit sur lequel sont branchés les conducteurs d'alimentation de ce dispositif.
- 1.3. La Compagnie assurant l'entretien de l'appareillage téléphonique dans les conditions prévues aux art. 1.1 et 1.2, il est entendu que l'installation devra être utilisée normalement et conformément aux instructions données par les Agents de la Compagnie aux personnes faisant usage des appareils et spécialement des commutateurs et accessoires.
- 1.4. Il est également entendu que tous les travaux et fournitures afférents à toutes modifications et extensions de l'installation seront effectués par les soins de la Compagnie aux frais de l'Abonné.  
Toutes les modifications demandées par l'Abonné ou par l'Administration du Service des Télécommunications seront également exécutées aux frais de l'Abonné.



## Article 2 — MODALITES DE L'ENTRETIEN.

- 2.1. Le service d'entretien assuré par la Compagnie comprend les visites nécessaires à la surveillance et au maintien de l'installation en son état de fonctionnement.
- 2.2. Dans tous les cas, les heures de travail sont couvertes par le contrat ainsi que les frais de déplacement dans un rayon de 30 km à partir des installations de l'agence de la Compagnie. Seules les convocations exceptionnelles émanant de l'Abonné et s'avérant manifestement inutiles et intempestives, donneront lieu au remboursement par l'Abonné des frais de déplacement, quel que soit le trajet parcouru, ainsi que les frais représentés par la perte de temps du délégué de la Compagnie.
- 2.3. Pour permettre l'exécution des dispositions du présent article, l'Abonné signalera immédiatement à la Compagnie tout dérangement survenu dans le fonctionnement de l'installation qu'il s'engage à laisser visiter par les seuls agents de la Compagnie. Ceux-ci sont munis d'une carte d'identité dont la présentation pourra être exigée par l'Abonné.
- 2.4. La Compagnie, apportant constamment des perfectionnements aux appareils et commutateurs téléphoniques, se réserve le droit de remplacer éventuellement les pièces défectueuses ou usées par des pièces de même utilité.

## Article 3 — LIMITATIONS DE LA GARANTIE.

- 3.1. Les obligations et garanties assumées par la Compagnie sont limitées aux visites pendant les heures de travail normal des jours ouvrables ; elles ne s'étendent pas aux cas de perturbations provoquées par toutes modifications apportées à l'installation par des personnes autres que les Agents de la Compagnie, ni en cas de détériorations d'appareils ou de canalisations provoquées par le mauvais état des lieux, leur modification, l'humidité excessive permanente ou accidentelle, les chocs, chutes ou accidents intentionnels ou non et, en règle générale, toutes dégradations n'ayant pas pour cause l'usage normal de l'installation.
- 3.2. Si un mauvais fonctionnement ou des dégâts ayant pour origine une des causes précitées ou la vétusté des câbles et câblages fixes ou la défectuosité de l'installation d'énergie, venaient à se produire, la Compagnie, pour assurer l'exécution de ses obligations, se réserve le droit de remettre en état ou de remplacer, si nécessaire, le matériel aux frais de l'abonné, indépendamment de la redevance prévue à l'art. 4.2.
- 3.3. En cas de remplacement de pièces détériorées par un usage normal l'année de garantie étant écoulée, le coût de ces pièces sera supporté par l'abonné.
- 3.4. Ne seront pas considérés comme donnant droit, dans le chef de l'abonné, à réduction du prix de l'entretien, à indemnité ou à résiliation des présentes :
  1. l'arrêt momentané du service pour réparations ;
  2. l'immobilisation partielle ou totale de l'installation pour préparation et exécution de tous travaux de réfection prévus à l'art. 3.2. ;
  3. les cas de force majeure tels que émeutes, grèves, etc. provoquant une interruption dans l'entretien de l'installation.
- 3.5. Dès que la Compagnie aura constaté qu'une prestation ne lui incombe pas, l'Abonné en sera avisé par écrit et sera dès lors tenu de faire remédier à l'état de choses existant en-dehors le mois de l'envoi dudit avis, à défaut d'autre délai commun entre parties. Entretemps, la Compagnie pourra suspendre entièrement ou partiellement l'exécution de ses obligations contractuelles pour que l'état de choses existant ne lui permette pas de s'en acquitter dans les mêmes conditions et/ou selon les mêmes modalités qu'auparavant.
- 3.6. Dans tous les cas où ce ne serait qu'après avoir effectué une quelconque prestation que la Compagnie aurait constaté que ladite prestation ne lui incombait pas, l'Abonné supportera les frais entraînés par cette dernière, indépendamment et en sus de la redevance contractuelle.



#### Article 4 — REDEVANCES.

4.1. L'Abonné paiera à la Compagnie une redevance d'entretien suivant le tarif de base de :

**FB. 295.-**

par **an** et par ligne locale de capacité équipée du commutateur à entretenir.  
Cette redevance est payable **annuellement**

4.2. La redevance **de FB. 295.- x 200** pour l'entretien du matériel désigné à l'art. 1 s'élève par **an**, à la somme de (1)

**CINQUANTE NEUF MILLE FRANCS BELGES.-**

Ce prix ne comprend pas les taxes et charges fiscales éventuelles qui seraient facturées en sus suivant des dispositions légales.

Pour la période en cours, cette redevance se réduit à :

4.3. La redevance est payable en principe et par anticipation au début **de chaque année** civil.

Au cas où le contrat sera passé pendant le cours de ce **tte année** la redevance serait calculée au prorata des semaines franches restant à courir avant la fin de ce **tte année** envisagée .

4.4. La Compagnie se réserve le droit de reviser en tout temps le taux du prix de base indiqué à l'article 4.1 pour tenir compte de modifications éventuelles de salaires, de charges sociales ou de tout autre élément. Le nouveau taux entrera en vigueur pour le mois suivant la notification qui sera adressée à l'Abonné par lettre recommandée et suivant le cas, l'Abonné paiera immédiatement le supplément éventuellement dû ou recevra une ristourne de la Compagnie.

#### Article 5 — DATE DU CONTRAT.

Les présentes entreront en vigueur à la date de leur signature. Elles sont conclues pour la fraction **de cette année** en cours. Elles se renouvelleront, par tacite reconduction, par période **annuelle**, si elles ne sont pas dénoncées par l'une ou par l'autre des parties par lettre recommandée, un mois avant l'échéance de la période en cours.

#### Article 6 — RESILIATION DU CONTRAT.

La résiliation des présentes aura lieu de plein droit, soit en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'Abonné, soit en cas de cession ou de cessation d'entreprise par l'Abonné, la redevance d'entretien afférente à la période en cours restera intégralement due à la Compagnie.

En cas de défaut de paiement, pour quelque motif que ce soit, de la redevance échue, l'entretien effectué par la Compagnie suivant les conditions du présent contrat est suspendu de droit quinze jours après l'envoi, par la Compagnie à l'Abonné, d'une lettre recommandée l'avisant de la dite suspension. De convention expresse, la résiliation des présentes aura lieu, si bon semble à la Compagnie, à partir du huitième jour, qui suivra la suspension de l'entretien, au cas où l'Abonné n'aurait pas encore acquitté la redevance échue.

(1) En toutes lettres.



La date à laquelle la résiliation deviendra effective sera notifiée par lettre recommandée à l'Abonné.

En cas de résiliation pour défaut de paiement, la redevance sera acquise à la Compagnie jusqu'à l'expiration de la période

en cours, si la résiliation a lieu avant la fin de ladite période. Si elle a lieu après cette date, la redevance sera due jusqu'à la fin de la période contractuelle.

#### Article 7 — FRAIS DIVERS.

Les frais de timbres et éventuellement les frais d'enregistrement des présentes sont à charge de l'Abonné.

#### Article 8 — ASSURANCE.

Conformément aux prescriptions légales en vigueur le personnel de la Compagnie est assuré contre les accidents qui pourraient lui arriver au cours des travaux.

La Compagnie n'accepte aucune responsabilité du fait d'accidents, pertes ou dommages, causés à des personnes ou à des objets matériels, survenus par suite de n'importe quelle cause.

#### Article 9 — LITIGES.

Pour tout litige, il est fait attribution de juridiction aux Tribunaux du domicile des agences de la Compagnie.

(2) Fait en double exemplaire, à Léopoldville,

Le 22 août 1963.

La Compagnie,

L'Abonné,

BELL TELEPHONE MANUFACTURING CO.

R. GRAMERS

Ad. Direction

*Brown*

C. SEWARD

Chef des Services Administratifs  
ONUC

Z. MARCELLA, Conseiller Juridique Spécial

P.C. MARTIN, Chef du Service d'Inspection

A. W. COOPER, Chef du Service des Achats et de l'Approvisionnement

(2) Signature de l'Abonné précédée de la mention «Lu et approuvé».



PR/fg

CONTRAT D'ENTRETIEN

INSTALLATIONS TELEPHONIQUEES PRIVEES

AVENANT NO. 1

Entre les soussignés :

BELL TELEPHONE M.F.G. Cy.  
Léopoldville

Ci-après dénommée "La Compagnie" d'une part,

et : L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO  
Building "Le Royal", B.P. 7248, Léopoldville

Ci-après dénommé "L'Abonné" d'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

Le "contrat d'entretien - Installations téléphoniques privées,"  
passé entre les parties ci-dessus dénommées, pour l'entretien d'un  
commutateur 7155/20/200 et accessoires en service au building "Le Royal"  
est modifié et complété par les rectifications et adjonctions suivantes :

Article 2. Modalités de l'entretien

Para 2.1 à la deuxième ligne, au lieu de :

"et au maintien de l'installation en son état de fonctionnement"  
lire :

"et au maintien de l'installation en bon état de fonctionnement".

Article 4. Redevances

Para 4.1 au lieu de la dernière phrase :

" Cette redevance est payable annuellement"

lire :

"Cette redevance est payable annuellement par versement au  
crédit d'un compte "résident devises" à ouvrir auprès d'une  
banque désignée par le Conseil Monétaire".

.../...



Para 4.2, le 2ème alinéa :

" Ce prix ne comprend pas les taxes et charges fiscales éventuelles qui seraient facturées en sus suivant des dispositions légales".

est remplacé par :

" Ce prix ne comprend pas les taxes et charges fiscales dont l'abonné est exonéré".

Article 5. Date du Contrat

Cet article est annulé et remplacé par le suivant :

Article 5. Date et durée du Contrat

Les présentes dispositions entreront en vigueur à la date du 1 janvier 1963. Elles se renouvelleront par tacite reconduction par période de six mois, si elles ne sont pas dénoncées par l'une ou par l'autre des parties par lettre recommandée, un mois avant l'échéance de la période en cours.

Nonobstant les dispositions précédentes, l'abonné pourra mettre fin au contrat, en tout temps, en le notifiant à la compagnie par lettre recommandée avec effet immédiat au cas où pour une raison quelconque, l'Opération des Nations Unies au Congo cesserait ses activités à Léopoldville.

Article 7. Frais divers

Cet article est annulé.

Article 8. Assurance

a) Le premier paragraphe est ainsi complété :

Le personnel de la compagnie ne sera en aucun cas considéré comme agent ou employé de l'Opération des Nations Unies et ne jouira pas des privilèges et immunités dont bénéficient les membres de l'Opération.

b) Le deuxième paragraphe est annulé.

Article 9. Litiges

Le texte de cet article est annulé et remplacé par le suivant :

Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat, seront soumis, à la

.../...



demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

A LA SUITE DE L'ARTICLE 9, LES ARTICLES SUIVANTS SONT AJOUTES :

- Article 10. Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout.
- Article 11. Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies au Congo.

Léopoldville, le 22 Août 1963

Pour l'Abonné

Pour la Compagnie

C. SEWARD  
Chef des Services Administratifs  
ONUC

R. CRAMERS  
Adjoint Direction

Z. MARCELLA, Conseiller Juridique Spécial

P.C. MARTIN, Chef du Service d'Inspection

A.W. COOPER, Chef du Service des Achats et de l'Approvisionnement



C/ADM 610

28 August

3

TO : Mr. R.E. Grindall, Chief Accommodation Officer  
FROM : Charles Taff, Legal Adviser  
SUBJECT : Apt. No. 4, Bldg. Cyclops, Rue de Coteaux  
Kalina-Leopoldville

... The attached Note Verbale will supersede the letter of 27 August to the Belgian Embassy that was sent to me for review.

With respect to the letter to Mr. Veerdecker, I would suggest that the second paragraph of the letter sent to me be deleted, and that the following be substituted in its place:

"You are no doubt aware of the fact that under the terms of the law of 25 June 1963, a tenant is entitled to receipt of two years notice to vacate a leased apartment. As this law is retroactive to 30 June 1960, its terms are fully applicable to your request.

... Your file, together with the two letters referred to above is returned herewith.



12 August

3

TO : Mr. A.W. Cooper, Chief, Purchasing and Supply Section  
FROM : Charles Taff and E.P. Marcella, Legal Advisers  
SUBJECT : Draft contract with Sabena regarding travel by UN personnel

With reference to your memorandum No. C/ADM 610 GEN dated 1 August 1963, we wish to make the following comments:

1. Under the terms of paragraph e) of Article 4, Sabena is required to purchase specified insurance. We take it that the policy will provide that any monies to be paid thereunder will be in US dollars, or such other currency as may be requested by the ONUC staff member concerned. The main point, of course, is that the policy should not provide for the compulsory acceptance of payment in Congolese francs. While this paragraph specifies that transport will be provided between N'Djili and the Royal building, we take it to be the case that arrangements will be made to pick up ONUC personnel at intermediate points.
2. Article 11 provides that the obligations undertaken by Sabena cannot be transferred without the "consentement préalable de l'ONUC". We think it would be advisable to state expressly that the prior consent by ONUC must be in writing. As regards paragraph b) of this Article, we suggest that the following sentence should be added: "Nothing contained in this Article shall be deemed to constitute a waiver of any rights of ONUC or an ONUC passenger may have against Sabena or its insurer".
3. We see no objection from a legal point of view to any of the other provisions of the draft contract.

CT/ma



C/ADM 610 GEN

APM/AT

1 Août 1963

*reçu 5/8/63*  
*Mr. Mancella or Mr. Taff.*  
*f.a.*

A: Conseiller Juridique  
Chef des Services Generaux  
Chef du Service de l'Inspection

DE: Chef de la Section des Achats et de l'Approvisionnement.

OBJET: Projet de contrat avec Sabena, relatif au service des voyages pour le personnel ONUC.

1. Un projet de contrat avec A.M.I., lequel vous fut précédemment soumis, n'a pu être mené à bonne fin en raison des exigences et finalement du refus de s'engager opposé par A.M.I.
2. Un projet de contrat, semblable dans ses grandes lignes au précédent, a été proposé à Sabena.
3. Nous vous remettons ci-joint copie de ce nouveau projet de contrat en vous demandant de l'examiner et de nous adresser votre accord ou vos observations sur ses dispositions.

Une réponse rapide nous obligerait grandement.



## CONTRAT

### ENTRE

D'une part : L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO, ci-après dénommée  
"ONUC", représentée par Chef des Services  
Administratifs,

### ET,

D'autre part : la SABENA, dont le Siège est à Bruxelles, (Belgique), rue Cardinal  
Mercier, ci-après dénommée SABENA, représentée par M. Van Miche,  
Directeur des Ventes à Léopoldville,

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

#### Article 1. Objet du Contrat

a) L'ONUC a besoin de certains services en ce qui concerne les voyages effectués, à titre officiel, par les membres de son personnel, leurs familles et par toute autre personne qu'elle peut désigner, ces voyageurs étant dénommés dans le présent contrat "passagers de l'ONUC", et la SABENA accepte d'assurer ces services conformément aux clauses et conditions énoncées ci-dessous.

b) la SABENA s'engage à fournir les divers services mentionnés ci-dessous en faveur des "passagers de l'ONUC", chaque fois que l'ONUC le lui demandera.

c) la SABENA fera usage de toutes les facilités dont elle dispose sur le plan international pour exécuter les obligations qu'elle fait siennes par le présent contrat et pour permettre aux "passagers de l'ONUC" de bénéficier des services et facilités qu'elle offre à ses clients les plus favorisés.

#### Article 2. Local et mobilier de bureau

En vue de l'application des dispositions du présent contrat, l'ONUC met à la disposition de la SABENA :

a) une partie du local occupé par son service des voyages, au rez-de-chaussée du Royal ;

b) le mobilier de bureau nécessaire pour deux employés à



l'ex<sup>o</sup>ception des machines et de l'équipement ;

c) une ligne de téléphone directe, mais toutes les dépenses afférentes aux communications téléphoniques étant à la charge de la SABENA.

Article 3.

Personnel

La SABENA mettra, à ses propres frais, à la disposition du Chef du Service des Voyages de l'ONUC, et sous le contrôle administratif de celui-ci, le personnel suivant, considéré comme étant un minimum indispensable pour l'accomplissement des tâches énoncées aux termes du présent accord :

a) Au service des voyageurs du Siège de l'ONUC

Un préposé aux voyages et une secrétaire faisant partie du personnel de la SABENA.

b) A l'Aéroport de N'Djili

Deux employées capables, connaissant l'anglais et le français, et chargées d'aider à l'aéroport de N'Djili les "passagers de l'ONUC", à l'arrivée ou au départ de ceux-ci sur les avions de lignes commerciales internationales ou intérieures, suivant les instructions données par l'ONUC à cet effet. Il incombera à ces employées d'accomplir - au nom des "passagers de l'ONUC" - les formalités nécessaires auprès des Services de la Douane, de l'Immigration et de la Santé, conformément aux indications détaillées ci-après.

Il est entendu que le personnel susmentionné assumera exclusivement les fonctions qui lui sont attribuées dans le cadre du présent contrat et qu'il continuera à s'acquitter de sa tâche, les samedis, dimanches et jours fériés, si besoin est.

De plus, lorsque cela sera nécessaire, le personnel d'accueil de la SABENA stationné à N'Djili aidera le personnel mis à la disposition de l'ONUC à exécuter ses obligations. En particulier, le Chef du Protocole de la SABENA devra accueillir les personnalités voyageant comme "passagers de l'ONUC" et leur rendre tous les services habituels en pareil cas.



Article 4.

Services

a) la SABENA se chargera de faire les réservations nécessaires et de procurer les titres de transport aux "passagers de l'ONUC", qu'il s'agisse de voyages par voie aérienne ou maritime. Elle prendra également les dispositions nécessaires pour apporter les modifications voulues aux réservations et aux titres de transport<sup>et</sup> pour assurer tous les remboursements résultant de l'annulation des réservations et des billets obtenus par elle.

La SABENA fera les réservations nécessaires à titre gratuit pour l'utilisation des billets de retour émis à l'étranger en faveur des passagers de l'ONUC voyageant à titre officiel, et fera renouveler, au besoin, la validité de ces billets (aux conditions de l'I.A.T.A. pour les voyages aériens), même si ceux-ci n'ont pas été émis par elle ou obtenus par son entremise.

b) La SABENA fera, sur demande, les réservations nécessaires dans les hôtels, sauf sur le territoire de la République du Congo, à l'intention des "passagers de l'ONUC" effectuant des voyages comme il est indiqué au paragraphe a) ci-dessus.

c) La SABENA veillera à ce que ses représentants en uniforme se trouvent à l'aéroport pour accueillir les fonctionnaires et autres passagers relevant de l'ONUC et pour aider lesdits passagers à remplir, à l'arrivée et au départ, les formalités concernant les douanes, l'immigration, le service sanitaire, etc... qui sont normalement demandées aux passagers en vertu des règlements appliqués par le Gouvernement de la République du Congo. Ses représentants recevront de l'ONUC des brassards spéciaux marqués ONUC, afin de pouvoir être reconnus aisément par lesdits passagers relevant de l'ONUC.

d) Il incombera à la SABENA de fournir, en toutes circonstances, les moyens de transport nécessaires aux membres de son personnel qui exécuteront des fonctions en faveur de l'ONUC.



e) La SABENA arrangerà, à l'arrivée et au départ, le transport des passagers de l'ONUC entre N'Djili et le HQ Royal, soit par son service régulier, prolongé au besoin, ou par tout autre moyen convenable. Il est entendu que tous les moyens de transport utilisés sont convenablement assurés pour couvrir les passagers de l'ONUC et leurs bagages contre tous risques et dommages corporels et matériels. SABENA assurera la manutention des bagages des "passagers de l'ONUC" à l'arrivée et au départ de N'Djili et leur chargement ou déchargement au HQ Royal.

f) Dans tous les cas où des passagers relevant de l'ONUC seront malades ou blessés, ou lorsque l'un d'eux sera décédé, ou lorsque leurs bagages seront perdus ou endommagés, la SABENA rendra les mêmes services qu'elle offre habituellement à ses clients les mieux traités.

Article 5.

Obligation d'obtenir des billets et fournir les services

L'obligation incombant à la SABENA, conformément aux dispositions du présent contrat, d'obtenir des titres de transport, de faire des réservations ou de rendre d'autres services, comme décrits à l'article 4, paragraphes a) et b), ne sera exécutée, à quelque moment que ce soit, que sous réserve que les billets, réservations et autres services demandés, soient disponibles au moment de la demande. Tous les billets, réservations et autres services seront fournis conformément aux barèmes, clauses et conditions qui sont appliqués par ceux qui les offrent ou les fournissent.

Tous les services sus-indiqués, qui auront été demandés par écrit sur une autorisation de voyage des Nations Unies seront fournis, soit conformément aux conditions spécifiées dans chaque document, soit dans des délais suffisants pour que les "passagers de l'ONUC" puissent arriver ou partir en temps voulu.

Il est convenu que le choix du transporteur pour le voyage à effectuer appartient au "passager de l'ONUC" et/ou à l'administration de l'ONUC et que les employés ou agents de la SABENA ne doivent pas influencer indûment le choix des passagers à cet égard. Si le prix du

1. Intermédiaire  
2. Supportants  
3. Dommages  
4. Pertes  
5. To  
6. Dommages  
7. Dommages  
8. Dommages  
9. Dommages  
10. Dommages  
11. Dommages  
12. Dommages  
13. Dommages  
14. Dommages  
15. Dommages  
16. Dommages  
17. Dommages  
18. Dommages  
19. Dommages  
20. Dommages  
21. Dommages  
22. Dommages  
23. Dommages  
24. Dommages  
25. Dommages  
26. Dommages  
27. Dommages  
28. Dommages  
29. Dommages  
30. Dommages  
31. Dommages  
32. Dommages  
33. Dommages  
34. Dommages  
35. Dommages  
36. Dommages  
37. Dommages  
38. Dommages  
39. Dommages  
40. Dommages  
41. Dommages  
42. Dommages  
43. Dommages  
44. Dommages  
45. Dommages  
46. Dommages  
47. Dommages  
48. Dommages  
49. Dommages  
50. Dommages  
51. Dommages  
52. Dommages  
53. Dommages  
54. Dommages  
55. Dommages  
56. Dommages  
57. Dommages  
58. Dommages  
59. Dommages  
60. Dommages  
61. Dommages  
62. Dommages  
63. Dommages  
64. Dommages  
65. Dommages  
66. Dommages  
67. Dommages  
68. Dommages  
69. Dommages  
70. Dommages  
71. Dommages  
72. Dommages  
73. Dommages  
74. Dommages  
75. Dommages  
76. Dommages  
77. Dommages  
78. Dommages  
79. Dommages  
80. Dommages  
81. Dommages  
82. Dommages  
83. Dommages  
84. Dommages  
85. Dommages  
86. Dommages  
87. Dommages  
88. Dommages  
89. Dommages  
90. Dommages  
91. Dommages  
92. Dommages  
93. Dommages  
94. Dommages  
95. Dommages  
96. Dommages  
97. Dommages  
98. Dommages  
99. Dommages  
100. Dommages



passage choisi par les "passagers de l'ONUC" dépasse le montant autorisé par l'ONUC, les passagers intéressés doivent être informés que les titres de voyage correspondants ne leur seront délivrés que moyennant le versement préalable de la différence entre les deux montants.

Article 6.

Fonctionnaires habilités à délivrer des autorisations de voyage

Les documents constituant des demandes de services (formule No. PT-8 : Autorisation de voyage des Nations Unies) ne peuvent être délivrés, aux fins du présent contrat, que par le Chef des Services Administratifs de l'ONUC ou par les représentants dûment désignés par lui. L'ONUC pourra demander, au moyen de ces documents, tous les services mentionnés dans le présent contrat, quels qu'en soient le nombre ou le type.

Les services prévus dans le présent contrat ne seront fournis par la SABENA que lorsqu'ils seront indiqués dans un document contenant une demande de services et uniquement à l'égard de la personne ou des personnes dont le ou les noms figurent dans ledit document.

L'application détaillée au jour le jour, des dispositions du présent contrat fera l'objet de consultations régulières entre le représentant du Service des Voyages de la SABENA et le Chef du Service des Voyages de l'ONUC.

Les services qui pourraient être rendus par la SABENA sans avoir fait l'objet d'un document constituant une demande de services délivrée par le Chef des Services Administratifs de l'ONUC ou par des représentants qu'il désignerait éventuellement, ne créeront aucune obligation pour l'ONUC.

Article 7.

Frais

Les parties au présent contrat sont convenues que le prix des services visés dans ce contrat sera intégralement réglé selon les dispositions suivantes :

a) Tous les billets et les services de transport fournis dans des conditions autres que celles qui sont prévues à l'alinéa e) de l'article 4 ;



b) Les frais d'annulation imposés ou réclamés par les transporteurs, lignes aériennes ou maritimes, pour l'annulation des réservations, lorsque ces frais sont dus en raison d'actes ou d'omissions imputables à l'ONUC ;

c) La SABENA convient que les frais visés à l'alinéa b) ci-dessus du présent article ne seront pas supérieurs aux taux commerciaux fixés et, lorsqu'il n'y a pas de taux fixé, les frais à payer ne seront pas supérieurs aux montants normalement demandés par la SABENA à des clients les plus favorisés pour des services identiques ou équivalents.

Enfin, la SABENA renonce expressément aux frais d'annulation de billets et réservations pour les titres de voyages valables sur ses propres avions et sur ceux de AIR CONGO.

Article 8.

Versements

La SABENA recevra chaque mois les versements qui lui sont dus pour les services fournis et acceptés, sur présentation des factures ou bordereaux correspondants.

La SABENA sera invitée, chaque mois, par l'ONUC à régler le coût des services qui pourront lui être rendus et qu'elle aura acceptés.

Article 9.

Factures

La SABENA fera figurer sur toutes les factures envoyées pour règlement des services visés dans le présent contrat le certificat ci-après :

"Je certifie que les indications portées sur la présente facture sont correctes et exactes, que le règlement des sommes indiquées n'a pas été effectué à ce jour et que les prix qui y sont indiqués s'entendent déduction faite de toutes taxes, droits et frais analogues dont l'ONUC est exonérée, ou de toutes les taxes, droits et autres frais analogues dont la SABENA est exemptée, conformément à la législation nationale dont relève la SABENA".

La SABENA fera figurer sur toutes ses factures, outre le numéro de l'autorisation de voyage y relative, les noms, itinéraires, services et montants indiqués sur ce document.



Article 10.

Examen des pièces justificatives

La SABENA accepte que le Chef des Services Administratifs de l'ONUC ou tout représentant de celui-ci dûment autorisé, ait accès pour vérification, à tous les livres, documents, correspondances et pièces justificatives qu'elle a en sa possession et qui ont rapport avec des opérations effectuées aux fins du présent contrat.

Article 11.

Substitutions

a) Les obligations et les engagements de SABENA résultant du présent contrat ne peuvent être transférés sans le consentement préalable de l'ONUC. *use language in English* *to Art. 13*

b) Aucun droit à indemnité créé à l'occasion de l'application du présent contrat ne sera transféré. Cependant, si l'ONUC et/ou un "passager de l'ONUC" subit un préjudice du fait d'un tiers en raison d'actes résultant de l'application du présent contrat, la SABENA doit, si l'ONUC en fait la demande, prendre les dispositions qu'exigent les circonstances, afin de faciliter l'exercice des droits que l'ONUC ou tout passager relevant de l'ONUC ou les deux à la fois, pourraient vouloir faire valoir à l'encontre du tiers responsable pour compensation du préjudice subi. *Nothing contained in this Article shall be deemed to constitute a waiver of any rights, ONUC or its passengers, have against Sabena*

Article 12.

Indemnisations

a) La SABENA s'engage à indemniser l'ONUC et ses successeurs, ses agents, employés, les "passagers de l'ONUC" et leurs ayants-droits, ainsi qu'à les tenir pour entièrement exempts de toute responsabilité, pour tout dommage résultant de la non-exécution de tout ou partie des obligations lui incombant en vertu du présent contrat.

b) La SABENA ne portera aucune responsabilité, à quelque titre que ce soit, du fait de l'emploi d'un moyen de transport autre que ceux fournis par elle-même, pour toute perte, blessure ou dommage affectant quelque personne que ce soit ou les biens de cette personne, sauf dans les conditions expressément énoncées dans le présent contrat ou résultant de l'application normale de la loi.



Article 13. Avenants au contrat

Aucune modification apportée aux dispositions du présent contrat ne sera valide si elle n'a pas été rédigée par écrit, établie et approuvée dans des formes identiques à celles qui ont été employées pour la conclusion dudit contrat.

Article 14. Clause d'arbitrage

Sauf en cas de règlement par négociation directe, tout différend s'élevant à propos de l'interprétation ou de l'application des clauses du présent contrat sera soumis sur demande expresse d'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 15. Non-exclusivité du contrat

Le présent contrat ne comporte pas d'exclusivité. Sans renoncer à ce droit, l'ONUC convient cependant qu'en règle générale, l'exécution des services prévus dans le présent contrat sera confiée à la SABENA.

Article 16. Durée et terme du présent contrat - Résiliation

Le présent contrat restera en vigueur pendant six mois à compter de la date où il aura été conclu. Par la suite, il continuera à s'appliquer jusqu'à ce qu'il soit dénoncé, sous préavis écrit de 30 jours adressé par l'une des parties à l'autre partie, à condition, toutefois, que si l'une des parties s'abstient d'exécuter l'une des conditions du présent contrat, celui-ci pourra être résilié sans préavis, ni formalité ou procédure judiciaire.

L'exercice du droit de résiliation du contrat par l'ONUC n'exclura ni ne limitera son droit à dommages-intérêts qui pourraient être dus en raison d'un dommage subi par suite d'une faute de la SABENA.

Article 17. Statut des employés

Les administrateurs, employés et agents de la SABENA participant à l'exécution des obligations mentionnées ci-dessus, conformément aux dispositions du présent contrat, ne seront en aucune façon considérés comme étant des administrateurs ou des employés des Nations Unies.

*Diplom  
laure ?  
not necessary*



Article 18.

Notifications

Toute communication écrite qui, aux fins de l'exécution du présent contrat, devra être transmise à l'une des parties par l'autre partie, sera envoyée à l'adresse suivante :

Pour la SABENA :

Pour l'ONUC : Chef de la Section des Achats et de  
l'Approvisionnement - ONUC 65 -  
B.P. 7248 - Léopoldville.

Ces adresses resteront valables jusqu'à ce que les parties se soient avisées par écrit de tout changement à leur apporter.

Article 19.

Privilèges et immunités

Aucune disposition du présent contrat ne peut être considérée comme valant renonciation expresse ou tacite à tout privilège ou immunité de quelque caractère que ce soit dont l'ONUC peut bénéficier.

Article 20.

Publicité

La SABENA ne publiera pas - que ce soit par des moyens publicitaires ou par d'autres moyens - le fait qu'elle fournit des services à l'Opération des Nations Unies au Congo, à moins d'obtenir au préalable l'approbation du Chef des Services Administratifs de l'ONUC et, en outre, elle ne fera usage, en aucune façon, du nom, de l'emblème ou du sceau officiel de l'Opération des Nations Unies au Congo, ni d'une désignation abrégée de l'Opération des Nations Unies au Congo, soit à des fins commerciales, soit pour d'autres opérations.

Le présent contrat entrera en vigueur le

Pour la SABENA

Pour l'ONUC

Visas ONUC :

\_\_\_\_\_



Chef de la Section des Achats et de l'Approvisionnement :

Conseiller Juridique :

Chef du Service de la Vérification des Comptes et de l'Inspection :

Chef des Services Généraux



ADM 610

Ref/ATC/ADM 500 Galiema

29 July 1963

To: Chief Audit and Inspection Service  
Legal Adviser ✓  
Chief Finance Officer

From: Chief Purchasing and Supply Section *S. W. [signature]*

Subject: Special Service Agreement ONUC/Mr. R. Bucciatti

Forwarded herewith for your information and records  
please find two copies each of the captioned Special Service  
Agreement.